

SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Données pour le département : "Seine-Saint-Denis"



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité
ventilées par code section NAF (en M€)



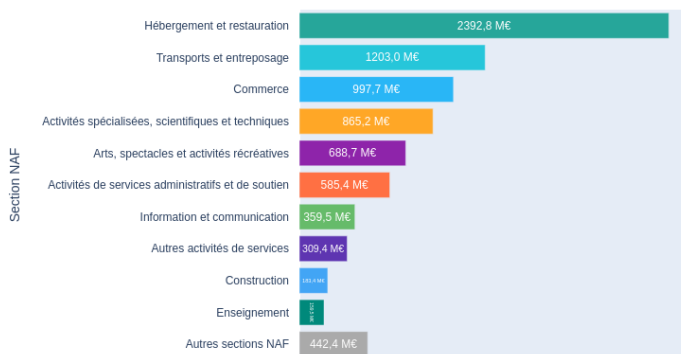
Montant total : 32 873 306 578 euros

Nombre d'aides : 9 950 339

Nombre d'entreprises : 2 029 121

Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des aides du fonds de solidarité
ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 8 187 127 720 euros

Nombre d'aides : 2 360 761

Nombre d'entreprises : 424 276

Niveau Départemental : Seine-Saint-Denis

Top 10 des aides du fonds de solidarité
ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 841 479 700 euros

Nombre d'aides : 298 754

Nombre d'entreprises : 50 578



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.
Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020.
Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 139 284 317 339 euros

Nombre de prêts : 685 045

Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 51 729 623 335 euros

Nombre de prêts : 145 190

Niveau Départemental : Seine-Saint-Denis

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 6 822 190 615 euros

Nombre de prêts : 13 183



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 3 550 035 284 euros

Nombre de reports : 114 496

Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 1 173 750 634 euros

Nombre de reports : 16 689

Niveau Départemental : Seine-Saint-Denis

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 67 276 758 euros

Nombre de reports : 1 542



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 122 457 218 euros

Nombre d'aides : 159 189

Niveau Départemental : Seine-Saint-Denis

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 10 764 956 euros

Nombre d'aides : 15 469



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement. Les données utilisées proviennent de la DARES

Niveau National



Nombre de demandes : 220 860

Nombre de salariés : 1 054 345

Heures demandées : 85 295 185

Niveau Régional : Île-de-France



Nombre de demandes : 53 070

Nombre de salariés : 310 525

Heures demandées : 27 609 955